

**Au Sénégal, les Progrès
en Education à la Traîne
Malgré les Investissements**

Par Ibrahima Sall et Pr Babaly Sall

Novembre 2014

1. Introduction

Dans la littérature économique, beaucoup de spécialistes s'accordent sur l'impact positif de l'investissement en capital humain sur la croissance économique. Dans le cadre du plan mondial pour atteindre l'éducation pour tous et à travers les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), la demande pour une éducation de qualité et l'augmentation de ressources mises à disposition pour l'éducation primaire se posent comme un défi à relever par les pays en développement. Fort de ce constat, l'état du Sénégal a consenti des investissements importants dans le secteur de l'éducation. En effet, depuis 2005, le budget alloué à l'éducation représente 40% du budget de fonctionnement de l'état du Sénégal (hors dépenses communes et hors services de la dette). Le volume de ressources publiques mobilisées a fortement augmenté depuis le démarrage du Programme Décennal pour l'Education et la Formation 2000–2010 (PDEF). Par ailleurs, le PDEF est devenu le creuset de toutes les stratégies éducatives contenues dans le Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP).

De par le PDEF, l'état a essayé de mettre en place une politique d'éducation nationale qui répondrait aux trois objectifs généraux stratégiques suivants: l'élargissement de l'accès à l'éducation tout en corrigeant les disparités entre les régions, entre zone rurale et zone urbaine, entre filles et garçons; l'accroissement de la qualité de l'offre éducative par la diversification des structures (formelles et non formelles) et la pertinence des apprentissages dans une approche systémique; ainsi que la promotion d'une gestion cohérente, moderne, décentralisée, efficace, et efficiente de l'éducation.

Cependant, cette volonté politique cache des incohérences et insuffisances dans la gouvernance du secteur de l'éducation au Sénégal. Les défis de la gouvernance du secteur sont particulièrement mis à nu par les limites dans la réalisation des promesses contenues dans le PDEF. En effet, à quelques mois de la date fixée pour l'atteinte des OMD en matière d'éducation, force est de constater que, malgré ces investissements importants, le système éducatif sénégalais est dans une tourmente caractérisée par des grèves récurrentes et un sentiment d'insatisfaction des acteurs de l'école.

Une façon d'évaluer l'impact de ces investissements pourrait être d'interroger la perception de ceux qui devraient en bénéficier, à partir des résultats de la cinquième série de l'enquête Afrobaromètre.

2. L'enquête Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche non partisane qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes dans plus de 30 pays en Afrique. Cinq séries d'enquêtes ont été réalisées entre 1999 et 2013, et les enquêtes de la Série 6 sont actuellement en cours (2014-2015). Afrobaromètre mène des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale de 1.200 à 2.400 répondants.

L'équipe Afrobaromètre au Sénégal, dirigé par le Carrefour d'Etudes et de Recherches – Actions pour la Démocratie et le Développement (CERADD), a interviewé 1.200 adultes Sénégalais en Février 2013]. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/- 3% à un niveau de confiance de 95%. Les enquêtes précédentes ont été menées au Sénégal en 2003, 2005, et 2008.

3. Perceptions des sénégalais sur l'éducation

L'enquête Afrobaromètre 2013, comme celle de 2005, a posé la question suivante: « Au cours des 12 derniers mois, avez-vous eu les problèmes suivants dans les écoles publiques de votre localité: 1) services trop cher? 2) manque de manuels ou autres fournitures? 3) mauvaise qualité de l'enseignement? 4) absence des maitres? 5) classes surchargées? 6) mauvais état des infrastructures scolaires? », avec pour options de réponse « Jamais », « Une ou deux fois », « Quelques fois » ou « Souvent ».

Les principaux résultats suivants ressortent de l'étude:

La qualité des infrastructures scolaires s'est améliorée

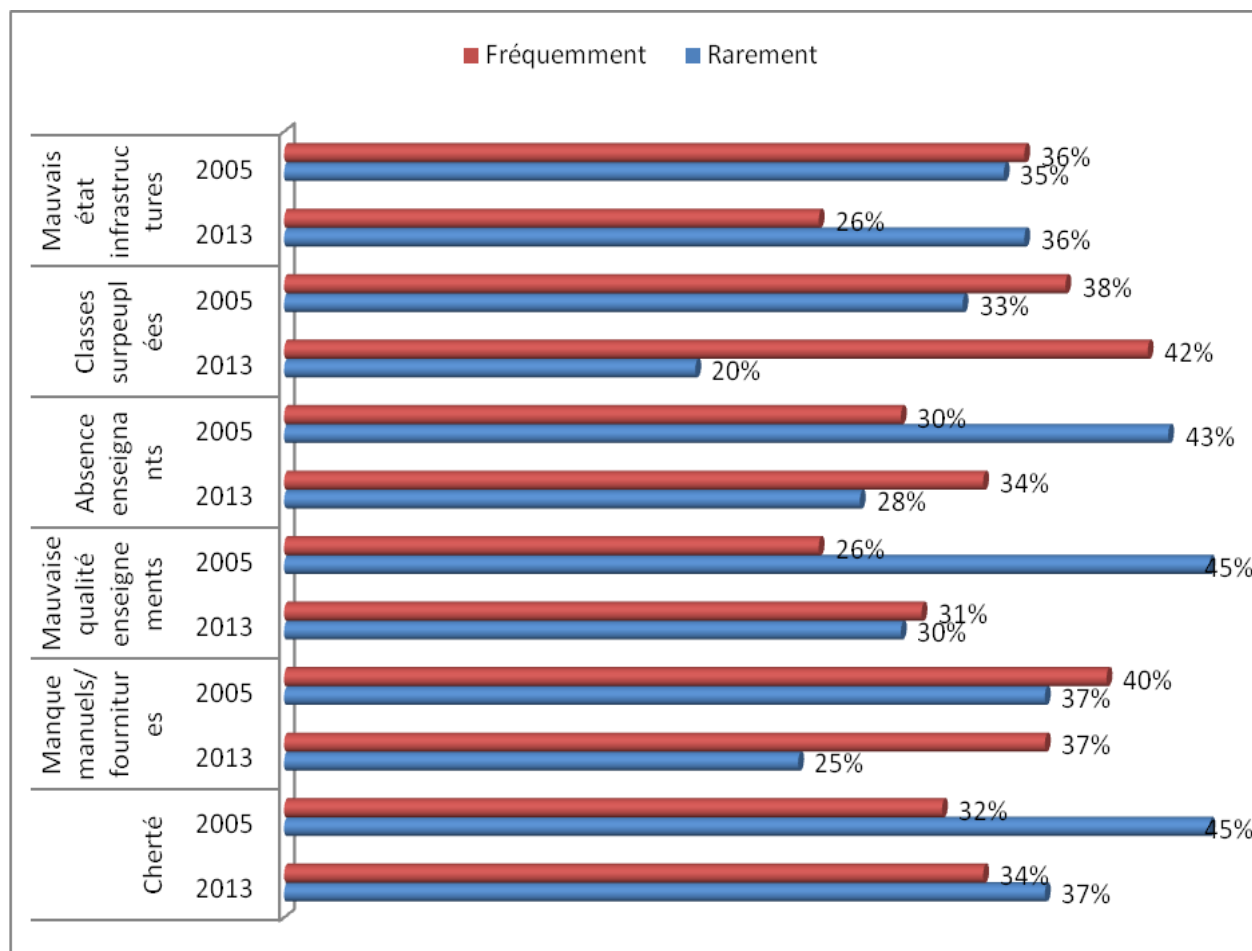
L'état du Sénégal, à travers le PDEF, s'est investi dans la réalisation des infrastructures scolaires. Ces investissements ont permis la construction d'écoles primaires, de cases de tous petits, de centres universitaires régionaux (CURE), de centres de formations techniques. Cette nouvelle vision a favorisé un élargissement et une amélioration de la carte scolaire. La couverture scolaire est en progrès constant depuis 2000, même si les besoins restent toujours à satisfaire. Le nombre d'écoles fonctionnelles a beaucoup progressé, en passant de 4.751 établissements en 2000 à 6.460 en 2005, soit un taux d'accroissement global de 36%. Le réseau d'établissements d'enseignement moyen (secondaire) s'est progressivement étendu entre 2000 et 2005, avec une augmentation globale de 124 collèges implantés surtout en zone rurale. Les établissements publics moyens ont ainsi connu une augmentation de 163 unités dont la plupart sont des collèges de proximité créés dans le cadre du PDEF. Ainsi, les coins les plus reculés du pays ont reçu des infrastructures scolaires de qualité.

Ces efforts des pouvoirs publics ont été positivement appréciés par les citoyens. En effet, la proportion d'enquêtés qui disent qu'ils ont « souvent » ou « quelques fois » eu des problèmes de mauvaises infrastructures scolaires a baissé de 10 points de pourcent entre 2005 et 2013, passant de 36% à 26% (Figure 1). La perception de l'amélioration de la qualité des infrastructures scolaires est beaucoup plus marquée en milieu rural, où 36% des répondants n'ont jamais ou rarement eu un tel problème, qu'en milieu urbain (16%), du fait de la décentralisation de l'offre scolaire.

Les effectifs dans les classes ont augmenté

L'augmentation de l'offre scolaire est confrontée à celle de la demande. L'augmentation des enfants en âge de scolarisation favorise une surcharge dans les salles de classe. Il n'est pas rare de voir un effectif de plus de 60 élèves par classe dans les zones à forte densité de population. Le problème des inondations qui ont rendu impraticable certains établissements a amplifié ce phénomène, surtout dans la banlieue de Dakar. La proportion de Sénégalais qui ont fait état du problème de surcharge des classes souvent ou quelques fois est passée de 38% en 2005 à 42% en 2013.

Figure 1: Perceptions sur les difficultés dans l'éducation



« Fréquemment » = « Souvent » ou « Quelques fois » ; « Rarement » = « Jamais » ou « Une ou deux fois »

L'absentéisme des enseignants a augmenté

L'absence des maîtres dans les écoles publiques est un problème que rencontrent souvent les citoyens. Ce phénomène s'est amplifié ces dernières années. En effet, la proportion de Sénégalais ayant souvent ou quelques fois perçu l'absentéisme des enseignants est passé de 30% en 2005 à 34% en 2013.

La qualité des enseignements a baissé

Les investissements colossaux dans le recrutement et la formation des ressources humaines n'ont pas permis à rehausser la qualité des enseignements. En effet, le pourcentage des citoyens qui ont souvent ou quelques fois constaté la baisse des qualités des enseignements est passé de 26% en 2005 à 31% en 2013.

Cette baisse peut tirer son origine de la faiblesse de la qualification professionnelle des enseignants avec l'existence d'une masse d'enseignants sans formation de base qui obère la qualité des enseignements. En effet, à l'élémentaire, 48% des maîtres sont qualifiés (seulement 20% au niveau du privé); au moyen et secondaire, 26% des professeurs sont titulaires d'un diplôme professionnel adapté à ces cycles.¹

L'enseignement public devient de plus en plus cher

Comparativement à d'autres pays, le système éducatif sénégalais n'est pas en situation de sous financement. Toutefois les résultats des enquêtes Afrobaromètre révèlent que l'accessibilité financière du système scolaire public se pose comme un défi à relever par les pouvoirs publics. L'augmentation du niveau de pauvreté des ménages, l'augmentation des frais de scolarités, et le renchérissement du matériel scolaire font que les citoyens éprouvent des difficultés pour envoyer et maintenir leurs enfants à l'école. En 2005, 32% de sénégalais estimaient que l'accès à l'école publique était trop cher, contre 34% en 2013.

4. Une responsabilité partagée dans l'instabilité du système éducatif

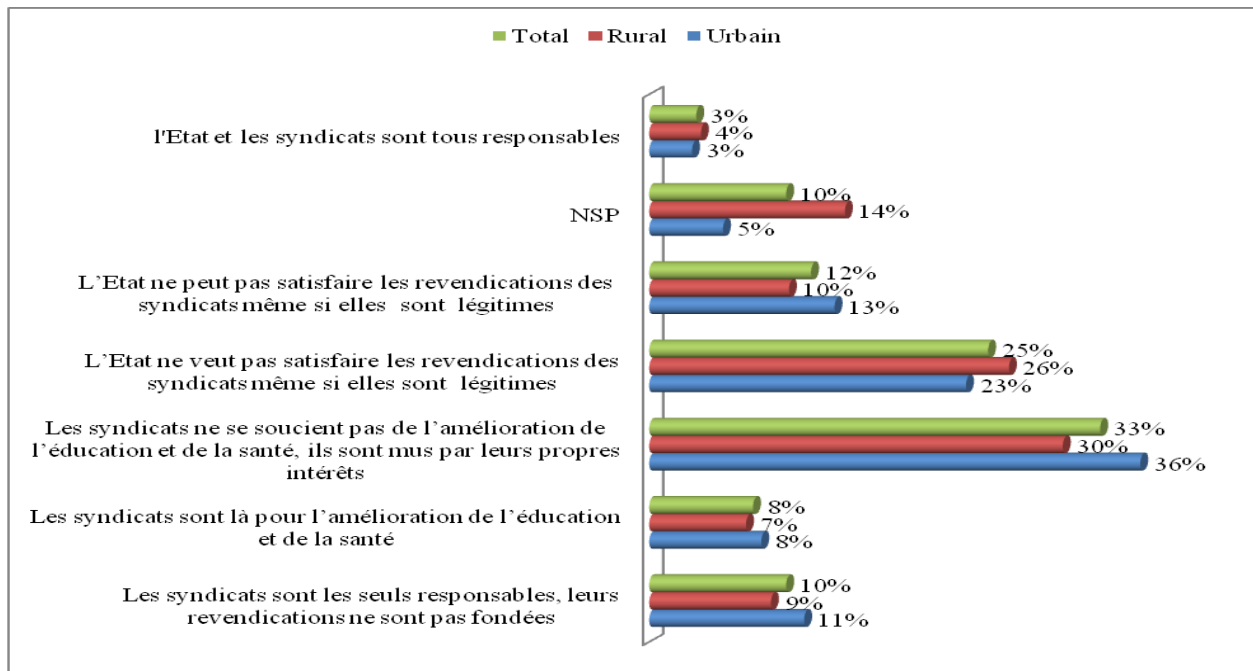
Depuis quelques années, le système éducatif sénégalais connaît une instabilité. Cette instabilité se traduit par la récurrence des grèves, des négociations à bâtons rompus qui ont finis d'installer l'école dans un malaise profond. L'école sénégalaise a frôlé une année blanche en 2012. Aujourd'hui le système éducatif traverse une zone d'incertitude qui risque d'annihiler les efforts d'investissement dans ce secteur.

La perception des sénégalais sur les responsabilités des syndicats et de l'état dans les crises scolaires est très mitigée (Figure 2):

- 33% des interrogés pensent que les syndicats ne se soucient pas de l'amélioration de l'éducation, ils sont mus par leurs propres intérêts.
- 25% disent que l'état ne veut pas satisfaire les revendications des syndicats même si elles sont légitimes.
- 12% pensent que l'état ne peut pas satisfaire les revendications des syndicats même si elles sont légitimes.

¹ Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Équité et de la Transparence (PAQUET), Secteur Education Formation 2013-2025, Version du 26 Février 2013

Figure 2: Perceptions des sénégalais sur les causes des crises scolaires



La question posée aux répondants: *On note ces dernières années une instabilité croissante des secteurs de l'éducation et de la santé au Sénégal. Quelle est, selon vous, la part de responsabilité des syndicats et de l'état dans ces crises?*

5. Conclusion

Le système éducatif sénégalais est en quête d'un mieux-être malgré les importants investissements consentis dans ce secteur. En effet, la hausse de l'effort public d'éducation contraste avec le sentiment d'insatisfaction des citoyens. La hausse moyenne annuelle d'environ 12% des dépenses d'éducation depuis la mise en œuvre du PDEF n'a pas amélioré l'accessibilité financière et géographique de l'offre d'éducation. Les citoyens sont confrontés à des dépenses d'éducation très chères, l'absentéisme des enseignants est fréquent, la qualité des enseignements est pointée du doigt, et la surcharge des salles de classes est devenue une réalité. L'école sénégalaise est dans une tourmente; chaque année l'école sénégalaise frôle le chaos avec la récurrence des grèves. Les responsabilités de cette instabilité sont partagées entre l'état qui tâtonne toujours et les enseignants qui réclament de meilleures conditions de travail, et le seul perdant demeure le citoyen.

Ibrahima Sall est assistant de recherche, Carrefour d'Etudes et de Recherches – Actions pour la Démocratie et le Développement (CERADD), Dakar. Email: ibrahimasall8@gmail.com.

Pr **Babaly Sall** est directeur de CERADD, Dakar. Email: babaly.sall@ugb.edu.sn.

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut de Recherche Empirique en Economie Politique (IREEP) au Bénin, et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à l'Université de Nairobi au Kenya. L'Université Etatique de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Afrobaromètre est soutenu financièrement par le Département britannique pour le développement international (DFID), l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la Banque Mondiale, et la Fondation Mo Ibrahim.

Pour plus d'informations, veuillez visiter www.afrobarometer.org.